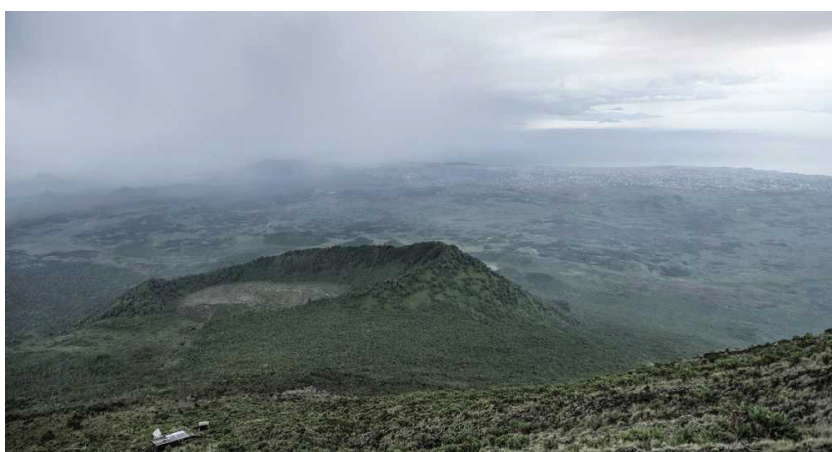


2017, une année non électorale

Cartographie analytique des « points chauds » de la République démocratique du Congo



Jean BATTERY

Thierry VIRCOULON

Mars 2018

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 978-2-36567-850-6

© Tous droits réservés, Ifri, 2018

Comment citer cette publication :

Jean Batory et Thierry Vircoulon, « 2017, une année non électorale. Cartographie analytique des “points chauds” de la République démocratique du Congo », *Notes de l'Ifri*, Ifri, mars 2018.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteurs

Jean Battory est un expert qui a occupé des fonctions d'analyste et de praticien sur des questions liées aux conflits en RDC et en Afrique centrale.

Thierry Vircoulon est chercheur associé à l'Ifri. Ancien élève de l'École normale d'administration (ENA) et titulaire d'un master en science politique de La Sorbonne, il a travaillé pour le Quai d'Orsay et la Commission européenne et a été directeur Afrique centrale pour International Crisis Group. Il a vécu en Afrique du Sud, au Kenya et en République démocratique du Congo et il enseigne actuellement à Sciences Po les questions de sécurité en Afrique subsaharienne.

Résumé

Au pouvoir depuis plus de 17 ans, Joseph Kabila, président de la République démocratique du Congo (RDC), est confronté à un désaveu général qui l'empêche de réviser la Constitution, étape pourtant nécessaire s'il veut formellement briguer un troisième mandat. Prisonnier de cette impasse, celui-ci s'accroche au pouvoir en instrumentalisant les nombreuses zones de tensions régionales qui déchirent les provinces de ce pays-continent.

Cette note s'attache à analyser les « points chauds » en RDC qui se manifestent depuis la fin constitutionnelle du régime en décembre 2016 et illustrent le glissement du pays dans la violence. Elle montre comment dans l'Est du pays (Tanganyika, Nord et Sud-Kivu) et dans l'Ouest (Kongo central, Kinshasa, Kasai occidental et oriental) ces crises sont des « crises-miroirs » provoquées par un régime plus à l'aise dans la gestion du chaos par la violence que dans la recherche de la stabilité et la construction de l'État.

Une stratégie de la tension inventée pour les mêmes raisons par Mobutu Sese Seko et qui l'avait mené à sa perte, permettant ainsi la prise du pouvoir de Laurent-Désiré Kabila... père de l'actuel président.

Sommaire

INTRODUCTION	5
L'EST : UNE CRISE SANS FIN	7
Le Tanganyika : naissance d'une nouvelle province dans la violence ..	7
Le Sud-Kivu : la tentation d'une nouvelle rébellion ?	12
Le Nord-Kivu ou la violence structurelle.....	17
L'OUEST : LA POLITIQUE DE L'INSÉCURITÉ	22
Les Kasai : en attendant la prochaine étincelle.....	22
Le Kongo central : le réveil d'une opposition mystico-politique	23
Kinshasa : peur sur la ville.....	25
CONCLUSION	28

Introduction

Alors que, constitutionnellement, les élections présidentielles et législatives devaient avoir lieu en décembre 2016 et mettre fin au régime de Joseph Kabila, ces dernières ont été reportées à deux reprises, reflétant sans ambiguïté la volonté présidentielle de rester au pouvoir. Ce faisant, la République démocratique du Congo (RDC) s'enfonce dans une crise voulue et construite par le président Joseph Kabila. En retardant les élections chaque année, le président prolonge *ipso facto* son second mandat dans un contexte de marasme économique et d'impopularité générale.

L'accord de la Saint-Sylvestre¹ prévoyait que les élections aient lieu à la fin de l'année 2017. Or, en novembre 2017, la commission électorale a annoncé un nouveau glissement du calendrier électoral vers 2018. Si le premier report était déjà peu crédible, le second ne l'est absolument pas. Confronté à un mécontentement général, le président Joseph Kabila ne peut pas recourir à la solution traditionnelle : changer les dispositions de la Constitution qui concernent le nombre de mandats autorisés grâce à un référendum². En l'absence d'une solution constitutionnelle pour pérenniser son pouvoir, le président recourt aux vieilles ficelles de la fin du mobutisme : l'instrumentalisation du désordre.

Depuis la fin de l'année 2016, les points chauds se multiplient dans ce pays-continent dont la partie orientale, de l'Ituri au nord du Katanga, n'a jamais été pacifiée depuis la fin des années 1990. Si la tension dans les zones d'instabilité structurelle à l'Est du pays augmente du fait de la crise électorale, la liste des points chauds s'allonge avec l'apparition de nouveaux foyers de contestation à l'Ouest de la RDC. Les services de sécurité font émerger ou ravivent des conflits dans les provinces qui ne sont pas acquises au gouvernement et instrumentalisent les antagonismes locaux dans un pays qui compte plus de 400 ethnies et où les élites politiques

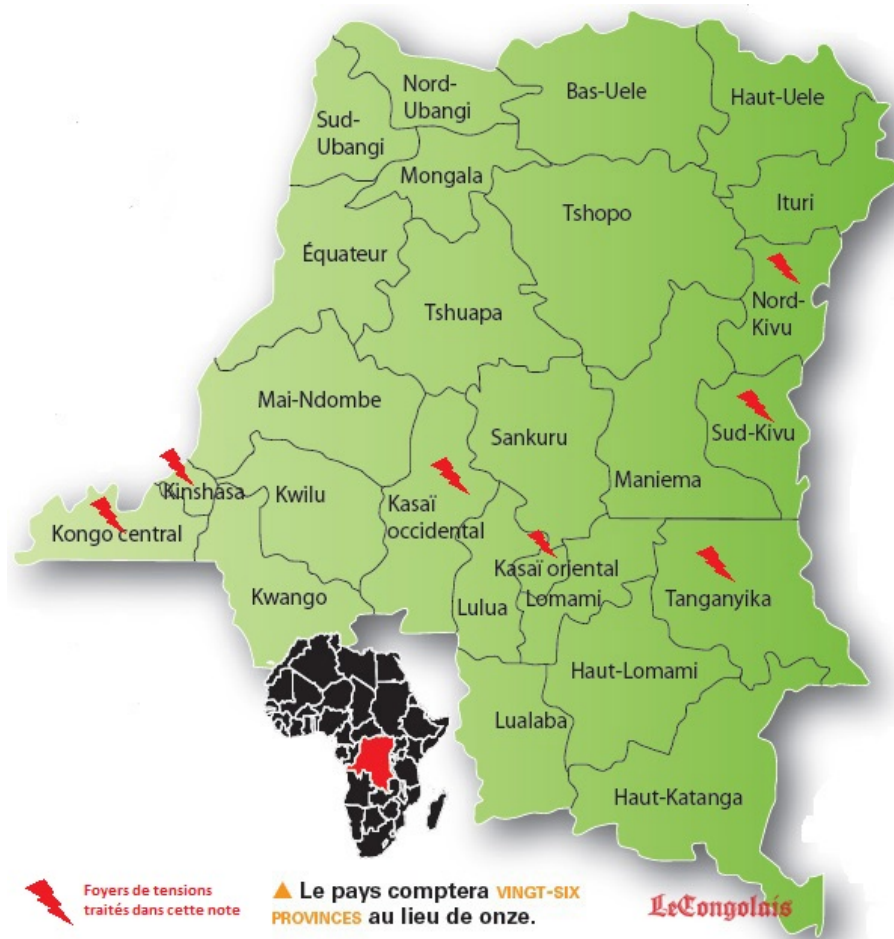
1. Cet accord a été signé le 31 décembre 2016 entre le gouvernement et une partie de l'opposition grâce à la médiation des évêques congolais. Pour une analyse de l'accord, voir T. Vircoulon, « RD Congo, en attendant un miracle... », *Afrique Magazine*, mars 2017.

2. Depuis l'inscription de la limitation du nombre de mandats ou d'une limite d'âge dans les Constitutions africaines, la révision de la Constitution est la méthode habituellement utilisée par les autocrates africains pour se maintenir au pouvoir. Cela a été pratiqué au Cameroun, Tchad, Djibouti, Rwanda, Ouganda et cela est programmé au Burundi cette année.

entretiennent des liens avec les groupes armés³. Ce climat de tension constante, voire d'insurrection dans certaines provinces, permet de justifier une violence d'État contre l'opposition et pourrait permettre de déclarer impossible l'organisation d'élections futures.

Depuis le début de l'année 2017, les zones de violence structurelle (au premier rang desquelles le Nord et Sud-Kivu) sont de plus en plus troublées tandis que de nouveaux espaces de contestation apparaissent. Cette note établit la cartographie de ce climat insurrectionnel durant l'année 2017 et propose une analyse de cette politique de la violence.

Les 26 provinces de la RDC



3. Enoch Nyamwisi qui dirigeait les Mayi-Mayi Kasindien à la fin des années 1980 est devenu ministre de Mobutu. Depuis, ce phénomène s'est fortement banalisé. Récemment, l'ex-ministre Clément Kanku a été accusé d'avoir des liens avec la milice Kamwina Nsapu au Kasai. Voir M.-A. Lagrange, « Du désordre comme art de gouverner. La rébellion Kamwina Nsapu, un symbole du mal congolais », *Notes de l'Ifri*, Ifri, septembre 2017, disponible sur : www.ifri.org.

L'Est : une crise sans fin

Épicentre de la rébellion qui a renversé le président Mobutu à la fin du xx^e siècle, l'est de la RDC est toujours le refuge de groupes armés étrangers (ADF, FDLR, FNL) et la matrice historique de groupes armés nationaux (les Mayi-Mayi) qui continuent à se multiplier. Tandis que les regards et les efforts se focalisent sur les Forces alliés démocratiques (ADF) et le Front démocratique de libération du Rwanda (FDLR), la branche armée des ex-génocidaires rwandais⁴, des violences ethniques opposent populations hutues et nandés au Nord-Kivu. Au Sud-Kivu, une coalition de groupes armés Mayi-Mayi contre le régime aurait été créée tandis que les débordements de la crise burundaise contribuent à la dynamique de conflit. Dans la nouvelle province du Tanganyika, après une accalmie, le conflit entre Lubas et Pygmées a repris mais fait toujours figure de conflit oublié.

Le Tanganyika : naissance d'une nouvelle province dans la violence

Le 16 juillet 2015, la province du Katanga a été officiellement découpée en quatre nouvelles provinces : le Haut Katanga, le Haut Lomami, le Lualaba et le Tanganyika. Un découpage annoncé dès janvier 2013 par Richard Muyej, alors ministre de l'Intérieur et immédiatement contesté par les élites katangaises, y compris dans les rangs de la majorité. Alors que Richard Ngoy Kitangala est élu gouverneur en mars 2016 de la nouvelle province du Tanganyika, celle-ci est immédiatement confrontée à un conflit ethnique entre Bantous, majoritairement Lubas, et Pygmées. Relais sans faille du régime Kabila depuis sa prise de poste comme gouverneur, Richard Ngoy Kitangala tente de minimiser l'ampleur de cette crise dont il attribue la responsabilité aux milices pygmées qu'il qualifie de rébellion⁵.

4. Lors de la dernière réunion du comité technique des membres de l'Accord cadre pour la paix, la sécurité et la coopération signé en 2013 entre la RDC, le Rwanda, l'Ouganda et 8 autres pays de la région pour mettre fin à la rébellion du M23, les représentant des chefs d'États signataires ont désigné la lutte contre les FDLR et les ADF comme leur priorité. « Le comité d'appui technique de l'Accord cadre d'Addis Abeba en session d'évaluation à Goma », Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, 13 septembre 2017.

5. « Tanganyika : le gouverneur Richard Ngoy accuse les Pygmées de se muer en rébellion », *Radio Okapi*, 9 août 2017.

Peu couvert par les médias et négligé par la Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUSCO), le conflit entre les Lubas et les Pygmées est à la fois une lutte socio-politique des Pygmées pour la reconnaissance de leurs droits et un conflit instrumentalisé par les soutiens du président Kabila dans une des provinces où l'opposition dispose d'une assise. En effet, bien que la province du Tanganyika soit un bastion des Kabila (un frère et la sœur de Joseph Kabila sont des élus de la province), la province était politiquement acquise à la famille Mwando Simba avant le découpage. Ténor de la majorité jusqu'en 2015 (il a été plusieurs fois ministre dans les gouvernements de Joseph Kabila) et président de l'Union nationale des démocrates fédéralistes, Charles Mwando Simba a démissionné en 2015 pour protester contre le refus du président d'organiser des élections et il a rejoint le mouvement d'opposition du G7⁶.

Les Pygmées sont un peuple autochtone présent non seulement en RDC mais dans toute la région des Grands Lacs. Leur marginalisation ancienne et globale fait partie de la sociologie politique de l'ensemble de la région⁷. Dans l'Est de la RDC, les Pygmées sont marginalisés et écartés des administrations coutumières et locales : la majorité de la population pygmée est très peu éduquée⁸, a un accès limité aux infrastructures sociales et vit dans une relation de vassalité avec les populations lubas.

Initialement, le conflit entre les deux communautés aurait pour origine un vol de bétail attribué à des Pygmées en 2012. L' enrôlement en 2009 de Pygmées au sein de l'armée congolaise (les FARDC) pour lutter contre les Mayi-Mayi Bakata Katanga dirigé par Gédéon Kyungu⁹ serait aussi une des raisons des violences commises par les Mayi-Mayi contre les

6. Charles Mwando Simba est mort à Bruxelles le 12 décembre 2016 mais la famille Kabila n'est pas parvenue à réoccuper l'espace politique dans sa région.

7. Cependant dans certains pays de la région comme le Burundi, ils disposent de sièges réservés dans les institutions politiques.

8. « Kalémie : les Pygmées plaident pour la scolarisation de tous leurs enfants », *Radio Okapi*, 9 août 2012. « Kapupu Diwa : 99 % des Pygmées sont analphabètes », *Radio Okapi*, 14 septembre 2017.

9. Gédéon Kyungu se fit connaître en semant la terreur dans ce qui fut appelé le triangle de la mort situé entre les territoires de Manono, Mitwaba et Pweto durant la deuxième guerre du Congo jusqu'à son arrestation en 2006. Condamné à la prison à vie en 2009, il s'échappe de prison en 2011 et prend la tête des Mayi-Mayi Bakata Katanga. Soupçonné d'être en contact avec le gouvernement et d'être soutenu par l'ex-général John Numbi, un proche du président Kabila, il entreprend des nouvelles campagnes de terreur dans les villages anciennement sous son contrôle entre 2011 et 2015. Les Mayi-Mayi Bakata Katanga occupent brièvement Lubumbashi, la capitale provinciale du Katanga le 23 mars 2013. Après 2013, les violences commises par le groupe de Gédéon Kyungu déclinent et en 2015, il annonce son intention de se présenter aux élections provinciales. Après de longues négociations, il se rend aux autorités le 11 octobre 2016.

Pygmées depuis 2012¹⁰. Après une recrudescence de violences en 2013, le conflit se calme suite à un accord de paix entre les deux communautés signé le 8 octobre 2015¹¹.

Mais quelques jours après la visite du président Kabila dans la province¹², le 10 juillet 2016, les tensions entre Pygmées et Lubas réapparaissent¹³. Le 24 décembre 2016, durant une tentative de forum pour la paix organisée par le gouvernement provincial à Manono, le fief électoral du frère du président (Zoé Kabila), le chef pygmée Castro ainsi que plusieurs membres de la communauté pygmée sont assassinés par des miliciens lubas, appelés localement les « éléments¹⁴ ». Durant le dernier trimestre 2016, selon les autorités provinciales et la société civile et tel que rapporté par la MONUSCO, les milices pygmées auraient incendié plusieurs centaines de villages et provoqué le déplacement de 200 000 personnes vers les centres urbains¹⁵.

Pendant ce regain de violence interethnique, les familles Kabila et Mwando Simba s'affrontent pour la domination politique de la province. Le 16 septembre, alors que Zoé Kabila visite la province, l'opposant Charles Mwando Simba est empêché de venir à Kalemie. Ancien ministre de la Défense de Kabila, Charles Mwando Simba fait partie des fondateurs du groupe d'opposants issus de la majorité présidentielle proche de Moïse Katumbi, le G7. Le fils de Charles Mwando Simba fut le seul candidat contre Richard Ngoy Kitangala lors de l'élection pour le poste de gouverneur. Ces tensions entre le G7 et le clan Kabila s'apaisèrent après le décès de Charles Mwando Simba le 12 décembre 2016, pour se recentrer sur d'autres membres du G7, notamment Gabriel Kyungu wa Kumwanza.

En février 2017, le gouvernement dépêche un groupe de parlementaires afin de relancer le processus de paix entre les deux communautés¹⁶. Tout en organisant un forum pour la paix¹⁷ présidé par

10. C. Rigaud, « RDC : le calvaire oublié des Pygmées du Nord-Katanga », *Afrikarabia*, 13 août 2013.

11. « Tanganyika : les communautés Pygmées et Luba décident de mettre fin à leur conflit », *Radio Okapi*, 10 août 2015.

12. « Arrivée de Joseph Kabila à Kalemie », *Radio Okapi*, 24 juin 2016.

13. « RDC : nouveaux affrontements entre Pygmées et Bantous près de Kalemie », *Actualité.cd*, 4 juillet 2016.

14. Les « éléments » sont des milices ethniques villageoises Luba dirigée par des chefs traditionnels.

15. « Conflit Pygmées-Bantous au Tanganyika : 150 morts recensés depuis juillet (MONUSCO) », *Radio Okapi*, 21 janvier 2017.

16. « Dans la province du Tanganyika, 10 députés nationaux au chevet du conflit entre les peuples pygmées et les bantous », *Actualité.cd*, 3 février 2017

Emmanuel Shadary Ramazani (le vice Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Sécurité), le gouvernement s'aligne sur les vues des Bantous et rejette les demandes des Pygmées¹⁸. Avec la mise en œuvre de la décentralisation, le rôle des chefs coutumiers redevient central dans l'administration des zones rurales. Bien que dictées par la coutume, les nominations des chefs coutumiers sont validées et entérinées par le ministère de l'Intérieur et des affaires coutumières. En soutenant les chefs coutumiers bantous, le régime Kabila cherche ainsi à sécuriser leur appui politique et l'allégeance de leurs milices locales (les « éléments ») et à saper les soutiens de la famille Mwando Nsimba et du groupe d'opposition G7.

Arguant qu'il n'y a pas de crise dans la province dont le frère et la sœur du président sont des élus, le gouvernement provincial entrave l'assistance humanitaire pour les populations déplacées et essaye de contrôler les budgets et les activités des organisations humanitaires¹⁹. De plus, force est de constater que seules les attaques des milices pygmées sont publicisées, tant par le gouvernement que par les Nations unies. Les expéditions punitives organisées par les milices lubas et les FARDC ne sont jamais mentionnées et aucun bilan exhaustif des victimes pygmées n'a été publié à ce jour.

Suite à la signature d'un nouvel accord de paix, le 24 février 2017, entre les deux communautés, les attaques des milices pygmées se font plus rares et visent principalement les axes commerciaux, dont la ligne de chemin de fer qui relie la ville de Kalemie (la capitale de la province du Tanganyika) à la province du Maniema. Alors que les Nations unies demandent plus de fonds pour l'aide humanitaire²⁰, le gouvernement provincial annonce son intention de mettre en œuvre une politique volontariste de retour des populations déplacées. Tandis que les critiques des acteurs humanitaires et des agences onusiennes sur les conditions de retours se multiplient²¹, une série d'incendies ravage les camps de déplacés autour de Kalemie entre mai et août 2017²². En juillet, des combats entre

17. « Clôture du forum pour la paix et la réconciliation entre Twa et Bantous dans la province du Tanganyika », *Agence congolaise de presse*, 25 février 2017.

18. « Tanganyika : un forum sur la paix et la réconciliation s'ouvre à Kalemie », *Radio Okapi*, 21 février 2017.

19. Entretien avec des membres de la communauté humanitaire, Kalemie, Goma, Kinshasa, 14, 15 et 16 avril 2017.

20. Communiqué de presse, Bureau de coordination des affaires humanitaires, 20 mars 2017.

21. Entretien avec des membres de la communauté humanitaire, Goma, 25 mai 2017.

22. « Pourquoi les incendies de camps de déplacés se multiplient dans le Tanganyika ? », *Radio France internationale*, 11 août 2017.

Bantous et Pygmées éclatent au nord de Kalemie²³. Au dernier trimestre 2017, selon les agences onusiennes, du fait de l'insécurité, la ville de Kalemie est coupée des principaux centres urbains de la province et 557 000 personnes ont été déplacées²⁴.

La violence comme seule échappatoire à la pauvreté

Depuis octobre 2017, une milice Mayi-Mayi à base ethnique bantoue, Hapa na Pale, a émergé dans la province du Tanganyika. Déjà, en juin 2017, les Mayi-Mayi Yakutumba qui sont basés au sud du Sud-Kivu avaient fait une brève incursion au Tanganyika et occupé la localité de Bendera, où se trouve la centrale électrique qui alimente Kalemie²⁵. Le 1^{er} octobre 2017, le gouvernement provincial a annoncé que la localité de Lengwe, ainsi que plusieurs autres villages, dans le territoire de Nyunzu étaient sous le contrôle des Mayi-Mayi Hapa na Pale²⁶. Ce alors que le gouvernement provincial est paralysé et que le vice Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Sécurité a suspendu l'Assemblée provinciale le 2 octobre 2017 suite à la contestation du nouveau président de l'Assemblée provinciale par des parlementaires provinciaux²⁷. En décembre 2017, des groupes de miliciens Mayi-Mayi Hapa na Pale étaient signalés sur les axes menant à Kalemie²⁸. Le 1^{er} janvier 2018, FARDC et Mayi-Mayi Hapa na Pale se sont combattus à Butondo, dans le territoire de Kolongo²⁹. Selon les autorités locales, les Mayi-Mayi Hapa na Pale n'expriment aucune doléance ni revendication et se contentent de piller les commerces et administrations des localités sous leur contrôle. En 2013 et 2014, des mouvements Mayi-Mayi similaires étaient apparus dans les territoires de Pweto et Manono avec pour seul mobile l'usage de la violence pour provoquer une réponse humanitaire. Négligeant les besoins des populations, obnubilés par la question électorale et la pérennité du

23. « RDC : nouveaux combats entre Bantous et Pygmées près de Kalemie », *Actualité.cd*, 4 juillet 2017.

24. « RD Congo – Tanganyika, note d'information humanitaire du 11 septembre 2017 », Bureau de coordination des affaires humanitaires, 3 octobre 2017.

25. « Tanganyika : quatre morts dans l'attaque de Bendera par les Yakutumba », *Radio Okapi*, 2 juin 2017.

26. « Tanganyika : la localité de Lengwe occupée par le groupe Maï-Maï "Hapa na pale" », *Radio Okapi*, 2 octobre 2017.

27. « Suspension des assemblées provinciales du Tanganyika et du Kasai », *Radio Okapi*, 2 octobre 2017.

28. Entretien avec des membres de la communauté humanitaire, Kalemie, 6 décembre 2017.

29. « Kongolo : combats entre FARDC et miliciens le jour du nouvel an », *Radio Okapi*, 2 janvier 2018.

pouvoir, les gouvernements provincial et central n'ont pas su prévenir, ni ne veulent répondre à ces mouvements bantous, expression d'une frustration populaire qui trouve ses racines dans l'extrême pauvreté.

Le Sud-Kivu : la tentation d'une nouvelle rébellion ?

Province traditionnellement rebelle, le Sud-Kivu est le terrain de manœuvre de nombreux groupes armés dont les Mayi-Mayi qui y bénéficient d'une implantation historique et forment une nébuleuse complexe³⁰. En 2017, le sud de la province a été secoué par un regain d'activité des Mayi-Mayi Yakutumba dans les territoires de Fizi et d'Uvira et par les métastases de la crise burundaise. Le Sud-Kivu est par ailleurs en pleine transition politique après la révocation de Marcelin Cishambo³¹ qui gouvernait la province depuis 2010³². Le changement de gouverneur n'est pas sans conséquences sécuritaires.

Les Mayi-Mayi Yakutumba contre le régime

Les Mayi-Mayi Yakutumba à dominante Bembe sont présents dans le territoire de Fizi depuis 2007, année de leur création, et contrôlent plusieurs réseaux de trafic, notamment d'or, entre la RDC et la Tanzanie. Après leur offensive infructueuse dans la province du Tanganyika début juin 2017, les Mayi-Mayi Yakutumba ont attaqué et occupé plusieurs localités du territoire de Fizi le 29 juin. Les FARDC ne reprennent le contrôle de cette zone que le 5 juillet après d'intenses combats qui provoquèrent le déplacement de 80 000 personnes selon les Nations unies³³.

Durant les combats, un convoi de la firme Banro, qui exploite plusieurs mines d'or dans les provinces du Sud-Kivu et du Maniema, a été pris pour cible par les miliciens³⁴. En mars, cinq employés de Banro (trois Congolais, un Tanzanien et un Français) avaient été pris en otage dans la

30. Sur les groupes armés du Sud-Kivu, lire J. Brabant, *Qu'on nous laisse combattre et la guerre finira*, Paris, La Découverte, 2016.

31. « RDC : le gouverneur du Sud-Kivu visé par une motion de censure », *Radio France internationale*, 19 juin 2017.

32. J. Mwetaminwa, « En attendant les élections à Bukavu, la crise congolaise vue d'une capitale provinciale », *Notes de l'Ifri*, Ifri, décembre 2017, disponible sur : www.ifri.org.

33. « 80 000 déplacés en six jours de combats à Fizi, dans l'est de la RDC », *AFP*, 12 juillet 2017.

34. « RDC : Évacuation de la mine d'or de Namoya », *La Libre Afrique*, 4 juillet 2017.

province du Maniema³⁵. Ce regain de violence perturbe les activités de la seule compagnie minière opérant au Sud-Kivu.

Le 28 juillet 2017, les Mayi-Mayi Yakutumba lancent une nouvelle offensive contre les positions FARDC sur la presqu'île d'Ubwari³⁶ et reprennent leurs activités de brigandage sur le lac Tanganyika³⁷. Bien que les FARDC aient annoncé avoir défait ce groupe armé³⁸, le 15 septembre 2017, Yakutumba a lancé une offensive de grande ampleur dans le territoire d'Uvira, frontalier avec le Burundi³⁹. Il a presque pris la ville d'Uvira le 27 septembre 2017. Surpris, les FARDC ont eu du mal à repousser les assaillants tandis que les Nations unies ont évacué leur personnel civil⁴⁰. Le 28 septembre 2017, une autre offensive des Mayi-Mayi Yakutumba depuis le lac Tanganyika a été repoussée grâce à l'intervention des hélicoptères de la MONUSCO⁴¹. Alors que le groupe Yakutumba tente de s'emparer d'Uvira, d'autres groupes Mayi-Mayi se manifestent à Bunyakiri et au Maniema. Ces attaques sont revendiquées par une coalition de groupes Mayi-Mayi jusqu'alors inconnue, la Coalition nationale du peuple pour la souveraineté du Congo (CNPSC), dirigée par William Amuri Yakutumba⁴². Cette coalition se fait aussi appeler Alliance article 64, en référence à l'article 64 de la Constitution de la RDC⁴³. William Amuri Yakutumba a déclaré vouloir renverser Joseph Kabila grâce à cette coalition de Mayi-Mayi.

Pour l'offensive contre Uvira, ville frontalière entre la RDC et le Burundi, Yakutumba pourrait avoir reçu l'appui de groupes Mayi-Mayi et de certains groupes rebelles burundais qui utilisent le Sud-Kivu comme base-arrière. Selon les FARDC, les Mayi-Mayi Yakutumba recevraient une

35. « RDC : 5 salariés d'un groupe minier enlevés dont un Français », *Radio France internationale*, 3 mars 2017.

36. « Sud-Kivu : affrontements entre FARDC et miliciens Yakutumba sur la presqu'île d'Ubwari », *Radio Okapi*, 29 juillet 2017.

37. « Katanga : les habitants de Kabimba effrayés par des attaques attribuées à des miliciens », *Radio Okapi*, 12 août 2017.

38. « Sud-Kivu : 15 Maï-Maï Yakutumba tués dans les combats contre les FARDC à Fizi », *Radio Okapi*, 28 août 2017.

39. « RDC : les miliciens Maï-Maï Yakutumba attaquent l'armée, quatre morts », *Afrique sur 7*, 20 septembre.

40. Entretien avec des membres des Nations unies, Kinshasa, 27 septembre 2017.

41. « RDC : ce que l'on sait de l'attaque contre la ville d'Uvira », *Radio France internationale*, 28 septembre 2017.

42. « Communiqué officiel – CNPSC », Coalition nationale du peuple pour la souveraineté du Congo, page Facebook Coalition Nationale du Peuple pour la Souveraineté du Congo, 27 septembre 2017, disponible sur : www.facebook.com.

43. L'article 64 de la Constitution stipule : « Tout Congolais a le devoir de faire échec à tout individu ou groupe d'individus qui prend le pouvoir par la force ou qui l'exerce en violation des dispositions de la présente Constitution. »

aide de la part des Forces républicaines du Burundi (FOREBU), un groupe armé de l'opposition burundaise présent au Sud-Kivu mais qui nie toute implication aux côtés de Yakutumba. Cette déclaration fait écho aux rumeurs de soutiens extérieurs que recevrait le CNPSC. Implicitement, c'est le Rwanda qui est pointé du doigt dans ces accusations⁴⁴. En effet, le régime burundais accuse régulièrement son voisin du nord d'entretenir les oppositions armées et l'insécurité dans son pays. Ce tandis que Kinshasa tisse des liens de plus en plus étroits avec Bujumbura⁴⁵.

Le 15 janvier 2018, les FARDC lancent une grande offensive contre les Mayi Mayi Yakutumba et annoncent avoir pris 14 localités dès le 23 janvier dont leur quartier général⁴⁶. Toutefois ces annonces dissimulent mal l'incapacité des FARDC à mettre effectivement en déroute le groupe de Yakutumba. En effet, ces derniers, avec le soutien d'autres groupes armés, mène une campagne de représailles ciblés contre les FARDC et de représailles contre la ville de Baraka. Ainsi le 20 janvier les Mayi Mayi Yakutumba mènent une attaque contre le convoi du général Philémon Yav commandant en chef des opérations au Sud-Kivu et bombardent depuis le lac Tanganyika la ville de Baraka⁴⁷. Bien que les succès militaires soient maigres, cette offensive provoque aussi un afflux de réfugiés congolais au Burundi⁴⁸.

Les dommages collatéraux de la crise burundaise au Sud-Kivu

La crise qui s'éternise au Burundi a des répercussions au Sud-Kivu qui accueille environ 40 000 réfugiés burundais et est infiltrée par des mouvements de l'opposition armée⁴⁹. Le débordement de la crise burundaise depuis 2015 sur le Sud-Kivu est à l'origine de problèmes sécuritaires au sud de la province dans les territoires d'Uvira et de Fizi.

44. Déjà, lors de la rébellion du M23, il avait été fait état d'échanges entre Kigali et William Yakutumba. Ce dernier aurait même effectué une visite à Kigali durant laquelle il lui aurait été proposé de devenir le chef de la rébellion M23 au Sud-Kivu.

45. Outre la coopération militaire accrue entre Kinshasa et Bujumbura, le responsable de la jeunesse du PPRD, le parti du président Kabila, s'est rendu à Bujumbura pour échanger avec les responsables des Imborerakure.

46. « RDC : 14 localités récupérées par l'armée en 48h d'offensive au Sud-Kivu (Armée) », *Actualité.cd*, 24 janvier 2018.

47. « Sud-Kivu : Une embuscade contre le convoi du général Philémon Yav fait 1 mort. », *Actualité.cd*, 20 janvier 2018

48. « Burundi : afflux soudain de réfugiés en provenance de RDC », *Radio France Internationale*, 27 janvier 2018.

49. T. Vircoulon, « L'opposition burundaise en exil », *Notes de l'Ifri*, Ifri, avril 2017, disponible sur : www.ifri.org.

D'une part, la présence des réfugiés provoque des tensions avec les communautés locales autour des ressources foncières et avec les autorités congolaises⁵⁰. En 2017, plusieurs opérations d'expulsion de réfugiés ont été organisées par les autorités congolaises. L'opposition burundaise et la secte de la prophétesse Zébiya⁵¹ les accusent de les livrer au régime de Pierre Nkurunziza. C'est l'arrestation de réfugiés burundais par les services de sécurité congolais qui est à l'origine, le 15 septembre 2017, d'une confrontation violente avec l'armée qui a fait une trentaine de morts parmi les réfugiés⁵².

D'autre part, avant même 2015, la province du Sud-Kivu était de longue date la zone d'affrontement entre le régime burundais et des groupes armés burundais, telle une faction dissidente des Forces nationales de libération (FNL) de Aloys Nzabampema. Par ailleurs, avant le coup d'État constitutionnel du président Nkurunziza, des camps d'entraînement des Imbonerakure, la milice du parti au pouvoir, étaient signalés dans le territoire d'Uvira au nez et à la barbe de la MONUSCO. Évidemment, depuis la crise de 2015 au Burundi, l'intérêt stratégique du Sud-Kivu s'est considérablement accru pour le régime burundais. Le groupe armé le plus important au Sud-Kivu semble être le FOREBU, qui compte entre 300 et 500 hommes⁵³. Initialement composé de militaires burundais déserteurs, le FOREBU s'est scindé en deux en 2017 avec la création des Forces Populaires du Burundi (FPB) dirigées par le Général Major Jérémie Ntiranyibagira. Le RED-Tabara est aussi actif au Sud-Kivu. Compte tenu de l'implantation de l'opposition armée dans la province, le régime burundais intensifie sa coopération sécuritaire avec Kinshasa. Le 27 juillet 2017, les généraux burundais Bunyoni et Ndirakobura ont rencontré le président Kabila à Kinshasa pour négocier de nouvelles opérations militaires contre les mouvements armés burundais au Sud-Kivu⁵⁴. Ces échanges sont d'autant plus nécessaires qu'une incursion de l'armée burundaise au Sud-Kivu avait mal tourné en décembre 2016 : elle s'était soldée par des

50. « Burundi/RD Congo : le Sud-Kivu ne veut plus de réfugiés burundais sur son sol », *Congo-aurement*, 21 septembre 2017 ; « Sud-Kivu : calme relatif à Kamanyola, les réfugiés burundais acceptent d'être délocalisés », *Radio Okapi*, 22 septembre 2017.

51. Cette secte a été victime de répression policière au Burundi en 2013 et beaucoup de ses adeptes ont fui au Sud-Kivu.

52. « Violences au Sud-Kivu: 37 réfugiés burundais parmi les victimes », *Radio France internationale*, 17 septembre 2017.

53. « Lettre datée du 8 août 2017, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo dont le mandat a été reconduit par la résolution 2293 (2016) », Conseil de sécurité, S/2017/672/Rev.1, para 46 – 50, p 13, 14.

54. « Le Burundi sollicite l'autorisation de la RDC pour mener des opérations contre les rebelles au Sud-Kivu », *CAS-Info.ca*, 28 juillet 2017.

combats entre les soldats des deux pays, chacun tentant de dissimuler le bilan et la raison de cet affrontement⁵⁵.

Les conséquences sécuritaires du changement de gouverneur

La transition du gouverneur Cishambo au gouverneur Nyamugabo a donné lieu à un incident sécuritaire à Bukavu, révélateur du fonctionnement de l'administration congolaise. Le 5 novembre 2017, à l'aube, des échanges de tirs ont réveillé la ville de Bukavu, chef-lieu de la province du Sud-Kivu. Ces affrontements concernaient l'arrestation d'Abbas Kayonga « Dada », Banyamulenge, ex-colonel du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) et des Forces républicaines fédéralistes (FRF) et coordonnateur de la cellule technique chargée des opérations de terrain au sein de la commission provinciale de lutte contre la fraude minière. Après avoir longtemps bénéficié du soutien de l'ancien gouverneur Marcellin Cishambo, Abbas Kayonga a été suspendu par le nouveau gouverneur à la suite des dénonciations de commerçants, de corporations syndicales et d'organisations de la société civile. En effet, celui qui était censé lutter contre la corruption entretenait un vaste réseau de contrebande dans le secteur minier et s'était fait beaucoup d'ennemis. Sa tentative de résister à sa mise à pied n'a pas réussi et il a été arrêté. Depuis le début de l'année 2018, la ville de Bukavu est secouée par des attaques à main armée extrêmement violentes contre les commerçants proches de l'ancien gouverneur. De même, les quartiers populaires sont en proie à une montée de la criminalité depuis que l'actuel gouverneur a interdit les groupes d'auto-défense populaires dans la ville⁵⁶. En réponse à ces brusques flambées de violences, le gouvernement provincial a ordonné à l'armée et la police de mener des opérations de bouclage dans les quartiers populaires et de mettre en place une politique de délation⁵⁷, ce alors que la population manifeste de plus en plus son mécontentement et sa sympathie pour les

55. « Uvira : 5 morts dans les combats entre les FARDC et l'armée burundaise », *Radio Okapi*, 22 décembre 2016. Il semblerait que l'officier congolais commandant les troupes à un passage frontalier de la rivière de la Ruzizi n'ait pas voulu laisser passer les soldats burundais comme cela se pratiquait habituellement.

56. Durant les mois de janvier et février 2018, une augmentation de 30 % des actes criminels par rapport au dernier semestre 2017. Entretiens avec des acteurs humanitaires et de la société civile, Bukavu, 1^{er} mars 2018.

57. « Opération tujikingé : 20\$ de récompense remis à la cheffe d'avenue Pesage par le Ministre provincial de l'intérieur », *Jambo news*, 1^{er} mars 2018.

actions menées par l'Église catholique demandant le départ de Joseph Kabila⁵⁸.

Le Nord-Kivu ou la violence structurelle

Comme la province voisine du sud, le Nord-Kivu est un foyer de groupes armés. Si ceux-ci sont présents presque partout, il y a deux points chauds essentiels dans la province : la zone de Beni, à la frontière avec l'Ouganda, et le sud du territoire du Lubero. La capitale provinciale, Goma, est hostile au gouvernement et a été le théâtre de plusieurs affrontements épisodiques entre opposants et forces de sécurité en 2017.

Le « mystère ADF » s'épaissit⁵⁹

Alors que les ADF étaient inactifs depuis fin 2016⁶⁰, une série d'attaques à partir de septembre 2017 leur est attribuée, série qui a culminé avec « la pire attaque contre des soldats de la paix des Nations unies dans l'histoire récente de l'organisation », selon son secrétaire général, Antonio Guterres. Le 7 décembre 2017, l'attaque d'une base de la MONUSCO à une quarantaine de kilomètres de Beni, dans la vallée de la rivière Semiliki, a fait quinze morts parmi les Casques bleus tanzaniens et une quarantaine de blessés ainsi que cinq morts parmi les soldats congolais.

Précédemment, une position de la MONUSCO avait déjà été attaquée le 17 septembre 2017 et un Casque bleu avait été tué⁶¹. Cette attaque avait été suivie par plusieurs incursions dans la ville de Beni le 9 et le 26 octobre 2017, l'attaque du convoi du général Mbangi des FARDC le 18 octobre 2017 et la reprise de l'axe Mbau-Kamango, leur fief historique, par les ADF⁶².

58. Selon les forces de l'ordre, ces opérations de bouclage ont permis d'arrêter plus de 20 criminels possédant des équipements et des uniformes des FARDC. Selon la population, ces bouclages ont surtout permis d'arrêter des prostituées burundaises, des citoyens rwandais en séjour irrégulier et d'extorquer entre 50 et 100 dollars à toute personne n'ayant pas de carte d'électeur. Entretiens avec des membres des forces de la PNC et des FARDC, des membres de la société civile, Bukavu, 1^{er} mars 2018.

59. Sur le mystère ADF, lire J. Batory et T. Vircoulon, « L'islam radical en RDC, entre mythe et manipulation », *Notes de l'Ifri*, Ifri, février 2017, disponible sur : www.ifri.org.

60. « Le général Fall Simkabwe se réjouit de la situation sécuritaire « globalement calme » dans la région à Beni et Lubero », *Radio Okapi*, 18 avril 2017.

61. « Un Casque bleu tué dans une attaque des ADF dans le territoire de Beni », *Radio Okapi*, 18 septembre 2017.

62. « RDC : des rebelles ADF attaquent des positions de l'armée à Beni », *Radio Okapi*, 9 octobre 2017 ; « Beni : une base de la MONUSCO attaquée par des présumés rebelles ADF », *Radio Okapi*, 9 octobre 2017, « Nord-Kivu : inhumation de 26 personnes tuées par des ADF à Kamongo »,

Force est de constater que, d'une part, le mystère ADF est loin d'être levé malgré le procès-fleuve qui a soulevé l'implication de militaires congolais avec les ADF mais n'en a sanctionné aucun⁶³ ; et, d'autre part, que cette reprise des violences par les ADF intervient alors que celles dans la province du Kasai diminuent⁶⁴. Au plus fort des violences dans les Kasai, les FARDC, notamment les bataillons en provenance de Beni, avaient été pointés du doigt comme les principaux auteurs des exactions. Auparavant, tant la société civile congolaise que les organisations internationales avaient dénoncé le rôle des FARDC dans les tueries attribuées aux ADF en 2015 et 2016⁶⁵. Alors que l'armée ougandaise mène des opérations de représailles en territoire congolais⁶⁶, les Nations unies ont déclaré qu'une enquête sera menée sur cette attaque très organisée et qui approfondit encore plus le mystère ADF⁶⁷. Durant son point de presse le 25 janvier 2018, le président Kabila a affirmé que, de même que les Nations Unies n'ont admis la réalité de la menace Kamuina Nsapu qu'après l'assassinat de deux de leurs experts, il a fallu la mort de 14 Casques bleus tanzaniens pour que la menace ADF soit reconnue⁶⁸. Or si le gouvernement soutient que Kamuina Nsapu est directement responsable de la mort des experts de l'ONU au Kasai, de nombreux pays mettent fortement en doute cette version officielle et soupçonnent une responsabilité des FARDC. De ce fait, certains s'interrogent aussi sur une responsabilité du régime dans l'attaque contre les Casques bleus tanzaniens⁶⁹.

Radio Okapi, 15 octobre 2017 ; « Beni : l'administrateur appelle à éviter la route Mbau-Kamango », *Radio Okapi*, 18 octobre 2017 ; « Beni : le convoi du Général Marcel Mbangi, commandant des opérations Sokola 1, attaqué par des présumés ADF, 1 mort », *Radio Okapi*, 18 octobre 2017 ; « Nord-Kivu : des tirs à l'arme lourde entendus dans les environs de Beni », *Radio Okapi*, 26 octobre 2017.

63. « Procès des ADF : deux nouveaux chefs d'accusation contre un colonel des FARDC », *Radio Okapi*, 15 février 2017.

64. M.-A. Lagrange, « Du désordre comme art de gouverner. La rébellion Kamwina Nsapu, un symbole du mal congolais », *Notes de l'Ifri*, Ifri, septembre 2017, disponible sur : www.ifri.org.

65. « Massacre à Beni : Violence politique, dissimulation et cooptation », Groupe de Recherche sur le Congo, Septembre 2017.

66. « L'armée ougandaise mène des frappes contre les « ADF » en RDC », *Radio France International*, 22 décembre 2017.

67. Le Secrétaire général des Nations Unies a mandaté une équipe dirigée par Dimitri Titov pour mener cette enquête.

68. Intégralité du point de presse de Joseph Kabila, Youtube, 26 janvier 2018, disponible sur : www.youtube.com.

69. Des interrogations similaires se posent à propos d'une embuscade contre les Casques bleus ayant fait 1 mort et 1 blessé chez le contingent pakistanais le 28 janvier 2018 dans le territoire de Fizi, au Sud-Kivu. Cette embuscade a été attribuée à des groupes Mayi-Mayi qui nient toute implication et s'est déroulée dans une zone supposée sous contrôle des FARDC. « RDC : la France condamne l'attaque contre la MONUSCO à Baraka », *Radio Okapi*, 30 janvier 2018.

La ligne de front intercommunautaire au Nord-Kivu

Depuis février 2017, des affrontements entre milices à base ethnique et des massacres de civils enflamment les territoires du Lubero et de Rutshuru. Depuis 2015, les groupes armés Mayi-Mayi Mazembe à majorité nande, Nduma défense du Congo (NDC) et NDC-rénové à majorité Nyanga, venus du territoire de Walikale, mènent des opérations contre les FDLR et les communautés hutues dans le sud du territoire du Lubero. Ce tandis que les tensions interethniques ne cessent de monter entre les communautés hutues, principalement installées dans les territoires de Masisi et Rutshuru, et nandés, majoritairement installés dans le Lubero et le territoire de Rutshuru. Le 11 juin 2017, un groupe d'hommes armés non identifiés attaque la prison centrale de Beni et libère 937 prisonniers, la plupart ayant appartenu aux ADF ou à des mouvements Mayi-Mayi⁷⁰. Puis a lieu l'attaque de la ville de Beni, le 22 juin 2017, par un groupe armé non identifié appelé le Mouvement national révolutionnaire (MNR) qui est aussi assimilé aux Mayi-Mayi Mazembe. Depuis son apparition dans le Lubero puis le Rutshuru, le mouvement Mayi-Mayi Mazembe est devenu un label pour qualifier tous les mouvements d'autodéfense qui ne sont pas issus de la communauté hutue⁷¹.

Depuis la défaite du M23 en 2013, l'expansionnisme territorial de la communauté hutue est perçu comme un danger par les autres groupes ethniques. Communauté probablement la plus nombreuse dans les territoires de Masisi et Rutshuru, les Hutus sont considérés par les communautés nandes, hundes et nyangas comme des « non-originares ». Dans le système de valeurs locales, les autochtones ont la priorité sur les allochtones en matière d'accès aux ressources foncières et à l'administration de la province. Cette hostilité à l'égard des communautés hutues s'accompagne de leur assimilation abusive aux FDLR et s'inscrit dans la problématique plus large des rwandophones au Kivu qui marque l'histoire politique et communautaire de cette région depuis l'indépendance. Cette problématique a été exacerbée par la fuite massive des Hutus au Kivu après le génocide rwandais en 1994 et l'entrée de l'armée rwandaise à leur poursuite dans cette région.

70. « RDC : la prison de Beni attaquée à son tour », *La Libre Afrique*, 11 juin 2017.

71. Dans le territoire de Rutshuru, plusieurs attaques contre les populations hutues durant l'année 2017 sont le fait d'hommes armés non identifiés qui sont qualifiés de présumés Mayi-Mayi Mazembe. Ce alors même que plusieurs mouvements Mayi-Mayi Hunde et Nande sont présents mais peu connus dans ce territoire. Entretien avec des membres de la société civile, Goma, 12 avril 2017.

Tout comme en 2016, l'année 2017 est marquée par des attaques contre les Hutus dans les territoires de Rutshuru et du Lubero par le mouvement Mayi-Mayi Mazembe⁷². Apparue en 2015, le mouvement Mayi-Mayi Mazembe justifie son existence par la protection des populations contre les FDLR à l'instar du NDC-rénové. Le 31 mars 2017, les FARDC mènent une offensive contre les Mayi-Mayi Mazembe et le NDC-rénové à Kasuho dans le territoire du Lubero.

Toutefois, il n'y a pas encore au Nord-Kivu une coalition véritablement unie des groupes armés autochtones contre les Hutus. En effet, à partir de juillet 2017, des tensions apparaissent entre le NDC-rénové et les Mayi-Mayi Mazembe qui s'affrontent pour le contrôle du sud du territoire de Lubero. Un premier affrontement entre Mayi-Mayi Mazembe et NDC-rénové éclate à Kasugho, dans le territoire du Lubero, le 11 juillet 2017, et se poursuit jusqu'en août. Le 3 août 2017, le gouvernement provincial annonce avoir négocié un cessez-le-feu entre les deux groupes armés mais les combats continuent. Le 11 août 2017, le NDC-rénové se retire après avoir été défait par les Mayi-Mayi Mazembe et sous la pression des autorités locales et traditionnelles nyangas et nandes. Depuis lors, le *statu quo* prévaut.

Goma, la partie émergée de l'iceberg

Goma, la capitale du Nord-Kivu, a connu plusieurs épisodes de confrontation dans la rue entre opposants et forces de sécurité en 2017⁷³. À l'instar de Kinshasa, Bukavu ou Lubumbashi, la majeure partie de la population urbaine est hostile au régime et réclame la tenue des élections. Par ailleurs, Goma est la ville d'origine d'un des plus connus mouvements d'opposition issus de la société civile : La Lucha⁷⁴. Les manifestations anti-Kabila à Goma illustrent le sentiment dominant dans la province et sont ainsi la partie émergée de l'iceberg. Dernièrement, les signes d'une fatigue croissante envers le régime Kabila se multiplient ainsi, en décembre 2017, l'une des propriétés du président à Goma a été incendiée⁷⁵, le 24 février

72. Des attaques attribuées aux Mayi-Mayi Mazembe sont signalées le 23 janvier 2017 à Kamandi dans le territoire du Lubero, à Buito et Mutanda les 4 et 17 février 2017 dans le territoire de Rutshuru et le 20 février 2017 à Kamandi dans le territoire du Lubero.

73. « RDC : affrontements meurtriers à Goma », *Radio France Internationale*, 30 octobre 2017.

74. Voir H. Bangré, « La nouvelle opposition en RDC : les mouvements citoyens de la jeunesse », *Notes de l'Ifri*, Ifri, mars 2016, disponible sur : www.ifri.org.

75. « Attackers Torch DRC President's Property », *Reuters*, 25 décembre 2017.

2018, à la veille d'une marche des chrétiens contre le régime, un groupe d'hommes armés ont attaqué des quartiers de la ville⁷⁶.

76. « Nord-Kivu : 5 morts dans une tentative d'intrusion des miliciens Mai-Mai dans la ville de Goma », *Radio Okapi*, 25 février 2018.

L'Ouest : la politique de l'insécurité

Depuis les élections de 2007, alors que l'est de la RDC est une région structurellement violente où les groupes armés sont enracinés, l'ouest du pays ainsi que les grands centres urbains, Kinshasa et Lubumbashi, étaient épargnés. Pour la première fois depuis les affrontements à Kinshasa entre Jean-Pierre Bemba et Joseph Kabila en mars 2007, la capitale est sous tension. Cette nouvelle insécurité politique s'est étendue aux provinces des Kasai et du Kongo Central.

Les Kasai ainsi que le Kongo Central ont toujours été des bastions de l'opposition contre le président Kabila. Fief de l'Union pour la démocratie et le progrès (UDPS) et de la famille Tshisekedi, depuis juillet 2016, les Kasai ont basculé dans la politique de la violence avec la rébellion Kamwina Nsapu. Auparavant dénommé Bas Congo, le Kongo Central est le bastion du parti politique et secte mystico-religieuse du Bundu Dia Kongo (BDK). Jusqu'alors contenue dans leurs provinces d'origine, la contestation de Kamwina Nsapu et du BDK se serait déplacée à Kinshasa depuis juin 2017 selon les autorités congolaises. Ce alors que la capitale congolaise est quadrillée par la garde présidentielle et la police de manière extrêmement serrée pour prévenir avec succès jusqu'à présent toute manifestation importante de l'opposition.

Les Kasai : en attendant la prochaine étincelle

Aux Kasai, l'année 2017 a semblé bien plus calme que l'année 2016 marquée par l'irruption et la répression de la rébellion Kamwina Nsapu. Toutefois, ce calme n'est qu'apparent : la répression n'a rien réglé et le régime suscite davantage la peur que l'adhésion. Depuis le 10 juillet 2016 et les provocations de la Police nationale congolaise, les provinces des Kasai ont été secouées par des violences politiques dont les principales victimes sont les populations. Bien que le leader de la rébellion Kamwina Nsapu soit mort le 8 août 2016, la gronde n'a pas faibli et la milice Kamwina Nsapu a multiplié les attaques sur les symboles de l'État et la ville de Kananga. Le gouvernement a répliqué par la force et diabolisé le mouvement

contestataire en qualifiant les miliciens de terroristes⁷⁷. Si la crise des Kasai s'est tue en 2017, ses conséquences humanitaires sont encore très sévèrement ressenties. En septembre 2017, les Nations unies estimaient que la répression avait forcé plus de 1,3 million de personnes à fuir, notamment en Angola⁷⁸. Cette crise humanitaire est d'autant plus silencieuse que les organisations humanitaires ont un accès très limité à cette région.

Bien qu'apparemment éteinte, la crise couve toujours aux Kasai. En effet, la fin de l'année 2017 et les premiers jours de 2018 ont été marqués par des violences entre militaires et populations à Tshikapa et Kananga. Le 27 décembre 2017, des miliciens ont assassiné une femme accusée de travailler pour les FARDC. En représailles, ces derniers ont tué 12 civils⁷⁹. L'aéroport de Kananga est fermé depuis une attaque par des miliciens le 1^{er} janvier 2018 et les agents des services de sécurité sont fréquemment ciblés⁸⁰. Loin du retour au calme dont s'est félicité Joseph Kabila dans ses vœux pour 2018, les Kasai restent une poudrière⁸¹.

Le Kongo central : le réveil d'une opposition mystico-politique

Depuis 2006, la province du Kongo central a toujours été acquise à l'opposition proche de Jean-Pierre Bemba et du BDK. Phénomène religieux majeur au Kongo central, le BDK est la branche religieuse du Bundi Dia Mayala (BDM), un parti politique lui aussi dirigé par Ne Muanda Nsemi. Personnalité politique majeure du Kongo central, Ne Muanda Nsemi est élu député national en 2006 puis en 2011. Dans la pratique, il est difficile (et probablement superflu) de distinguer le BDK et le BDM.

En 2007 puis en 2008, deux insurrections ayant pour origine le BDK sont apparues au Kongo central, alors appelé Bas Congo. Du 31 janvier au 3

77. Pour une analyse de la crise des Kasai, voir M.-A Lagrange, « Du désordre comme art de gouverner, La rébellion Kamwina Nsapu, un symbole du mal congolais », *Notes de l'Ifri*, Ifri, septembre 2017, disponible sur : www.ifri.org.

78. « Le Kasai en crise : une série de trois reportages en RDC », *Le Monde Afrique*, 20 décembre 2017.

79. « RDC : regain de tension au Kasai », *AFP*, 4 janvier 2018.

80. « Kananga : trois morts dans des accrochages entre forces de l'ordre et présumés miliciens près de l'aéroport », *Radio Okapi*, 2 janvier 2018 ; « Kasai : un agent de l'Agence nationale de renseignement décapité à Kakenge », *Actualité.Cd*, 10 janvier 2018.

81. « RDC : regain de violences au Kasai, 15 morts dans une attaque », *Radio Okapi*, 24 février 2018.

février 2007, après des élections provinciales controversées⁸², les membres de la secte BDK ont affronté les forces de l'ordre à Matadi, Boma et Muanda (les principales villes de la province). Le bilan officiel faisait alors état de 10 morts au sein des forces de l'ordre et de 77 morts dans les rangs du BDK, tandis que la société civile faisait état de 134 morts au sein du BDK⁸³. Ce fut la toute première répression d'un mouvement de protestation populaire par le régime Kabila⁸⁴.

Un an plus tard, en février 2008, les adeptes du BDK ont déclaré l'indépendance dans les territoires de Luozi et Seke Banza. Ils ont chassé les fonctionnaires, imposé leur drapeau et l'enseignement des principes du BDK dans les écoles. En réponse, le 28 février 2008, le général John Numbi et une brigade de la Police d'intervention rapide (PIR) ont été envoyés pour épauler le commissaire Raüs Chalwe Ngwashi qui dirige la police provinciale. La répression contre les adeptes du BDK a été extrêmement violente, plus de 300 morts selon la société civile. Afin de mater cette rébellion, le BDK est interdit et ses membres pourchassés dans l'ensemble de la province⁸⁵.

D'abord assimilé aux soutiens de Jean-Pierre Bemba, Ne Muanda Nsemi se rapproche de la majorité présidentielle lors du dialogue politique inclusif⁸⁶ demandé par Joseph Kabila. Après une rencontre avec le président et un rejet fort de cette démarche par sa base en août 2015, il se rétracte et se range aux côtés de l'opposition, estimant que sa rencontre avec Kabila a dégradé son image⁸⁷. Le contentieux entre le pouvoir et Ne Muanda Nsemi porte notamment sur le refus du gouvernement de relâcher les membres du BDK emprisonnés depuis 2008.

Le BDM restant toutefois une force politique majeure au Kongo Central où la majorité présidentielle manque de soutiens, le gouvernement Badibanga tente de coopter certains de ses membres. Il nomme Papy Mantezola, un cadre du BDM, comme vice-ministre des Infrastructures.

82. « Affrontements meurtriers dans l'Ouest de la RDC », *Le Monde*, 2 février 2007, disponible sur : www.lemonde.fr.

83. « Massacre des civile dans le Bas Congo : le CODHO constate une accalmie précaire dans les villes de Matadi, Boma, Muanda et Songololo », Comité des observateurs des Droits de l'Homme, communiqué de presse n°2007/13/CODHO/KN/07, 10 février 2007.

84. Outre d'autres faits qui lui étaient reprochés, le général Denis Kalume Numbi qui était en charge de la répression a fait l'objet de sanctions par les Nations unies à la suite de ce massacre.

85. Pour plus de détails, voir « Le Bas-Congo, aux marges de l'agenda international : angle mort sur les émeutes de 2008 », *Afrique contemporaine*, vol. 232, n° 4, 2009, p. 57-74.

86. « Traitre : Ne Muanda Nsemi salue la convocation du dialogue nationale par Joseph Kabila », *Kongo Times*, 14 décembre 2015.

87. « RDC : Ne Muanda Nsemi renonce au dialogue avec Kabila et quitte la scène politique », *Voice of Congo*, 6 septembre 2015.

Cette nomination est immédiatement rejetée par les adeptes du mouvement qui attaquent sa résidence à Kimpese le 24 janvier 2017⁸⁸. À la suite de cet incident, le 3 mars 2017, la police arrête Ne Muanda Nsemi après plusieurs jours de siège de sa résidence de Kinshasa défendue par ses adeptes⁸⁹. Le 16 mai 2017, le leader du BDK aurait été libéré dans une action spectaculaire qui permet l'évasion de plus de 3 000 détenus de la principale prison de Kinshasa⁹⁰. Peu après son évasion, le leader du BDK réapparaît sur Youtube et appelle à l'insurrection contre le gouvernement le 30 juin 2017, jour de l'indépendance de la RDC, puis le 7 août⁹¹. Bien qu'il ne se passe rien le 30 juin 2017, le président Kabila se déplace à Lubumbashi tandis que Kinshasa est quadrillé par la garde présidentielle. Toutefois, le 7 août 2017, les sympathisants du BDK se mobilisent à Matadi et Boma, les deux plus grandes villes du Kongo central, et à Kinshasa⁹². La réponse de la police nationale congolaise est immédiate et violente et fait environ 15 morts⁹³.

Toutefois, malgré ces heurts entre le pouvoir et le BDK, la spectaculaire évasion de Ne Muanda Nsemi de la prison de Makala fait question. Une partie de l'opposition politique congolaise soupçonne le leader du BDK d'être de connivence avec le gouvernement pour les pousser à la faute et accroître la répression contre les populations. Selon d'autres sources, l'attaque spectaculaire de la prison de Kinshasa ne visait qu'à couvrir l'assassinat de Ne Muanda Nsemi qui aurait été tué en prison par le régime. Il est toutefois à noter que Ne Muanda Nsemi apparaît dans plusieurs vidéos sur Youtube après l'attaque de la prison⁹⁴.

Kinshasa : peur sur la ville

Depuis le 19 septembre 2016 et la répression contre la manifestation pacifique organisée par l'opposition, Kinshasa est le théâtre d'un face-à-face entre le pouvoir et l'opposition. Cette capitale de plus de 10 millions d'habitants est ouvertement hostile au gouvernement et vit dans une peur

88. « Kimpese : des tirs ce matin pour disperser les militants du Bundu Dia Mayala », *Actualité.cd*, 24 janvier 2017.

89. « RDC : arrestation du chef de la secte Bundu Dia Kongo », *Radio France Internationale*, 4 mars 2017.

90. « Le chef d'une secte s'évade de prison de Kinshasa, en RDC », *Le Monde*, 17 mai 2017.

91. « Ne Muanda Nsemi, interview exclusive », Youtube, www.youtube.com, juin 2017, « Ne Muanda Nsemi promet de libérer la RDC le 7 août 2017 », disponible sur : www.youtube.com, 27 juin 2017.

92. « La police attribue les violences au parti Bundu Dia Mayala », *Radio France Internationale*, 7 août 2017.

93. « RDC : la MONUSCO déplore les violences à Kinshasa et Matadi », *Radio Okapi*, 9 août 2017.

94. Voir par exemple www.youtube.com.

permanente. La répression contre les catholiques au début de cette année a clairement démontré que le régime entend tenir la capitale à tout prix et contre toute forme d'opposition – même celle de l'Église catholique qui est très implantée au sein de la population congolaise⁹⁵.

À la suite des journées d'émeutes de septembre 2016, la garde présidentielle a arrêté plus de 400 jeunes dans les camps militaires qui se trouvent dans la capitale congolaise⁹⁶. Annoncée comme une mesure visant à sécuriser les dépôts d'armes en vidant les camps militaires d'individus qui n'ont pas la nécessité d'y être, cette opération a permis à l'appareil sécuritaire du président Kabila de prendre en otage une partie des enfants des militaires stationnés à Kinshasa. Depuis, les démonstrations de force du gouvernement se multiplient. Des quartiers autrefois populaires sont désertés en raison de la peur des gangs (les Kulunas) et des contrôles effectués par la police ou la garde républicaine. Alors que Kinshasa était réputée pour son ambiance festive, la population reste maintenant terrée chez elle à chaque appel à manifester de l'opposition et les gens rentrent chez eux dès 18 heures et ne sortent plus le soir.

En 2017, deux actions violentes ont créé la stupeur à Kinshasa et sont attribuées par le gouvernement à l'opposition. Tout d'abord, l'évasion de 3 000 prisonniers de la prison centrale de Kinshasa le 16 mai 2017 après une attaque attribuée par le régime au BDK. Immédiatement des effectifs de police furent déployés dans toute la ville. Ce déploiement de troupes n'empêcha pas une nouvelle évasion le 9 juin à Matete et le 29 juin au parquet de Kalamu, deux quartiers populaires⁹⁷. La psychose a monté encore dans Kinshasa lorsque le chef de la police et de l'administratrice du marché central de Kinshasa ont été assassinés le 14 juillet 2017 par des individus qualifiés par les autorités de membres de la milice Kamwina Nsapu. Le 18 juillet 2017, la police présentait 15 personnes comme étant les responsables des évasions et de cet assassinat, leur chef ayant été supposément recruté par l'UDPS⁹⁸.

95. Le régime n'a pas hésité à conduire des actions répressives à la porte des églises et à arrêter des prêtres en janvier 2018. « Congo Steps up Deadly Crackdown as Church Joins anti-Kabila Protest », *The Guardian*, 23 janvier 2018.

96. « Bouclage des camps militaires et policiers de Kinshasa », *Radio Okapi*, 23 septembre 2017.

97. « RD Congo : évasion massive à la prison de Matete, Kinshasa », *Africanews*, 10 juin 2017 ; « Urgent/Kinshasa : Le parquet de Kalamu attaqué, débandade à la place Victoire et ses environs », *7sur7.cd*, 29 juin 2017

98. « Attaques à Kinshasa, arrestation des auteurs présumés », *BBC*, 28 juillet 2017 ; « Quinze fauteurs de troubles présumés de Kinshasa présentés par la police », *Radio France Internationale*, 29 juillet 2017 ; « RDC : La présentation du 'cerveau-moteur' des attaques à Kinshasa finalement annoncée pour ce vendredi », *Actualité.cd*, 28 juillet 2017.

Parallèlement, la capitale congolaise subit des vagues de criminalité à répétition contre lesquelles la police semble impuissante⁹⁹. Durant les mois de juillet et août 2016, les actes de banditisme par des faux taxis avaient défrayé la chronique¹⁰⁰. À partir de décembre 2016, ces actes de banditisme reprennent et l'insécurité liée aux gangs urbains, les « Kulunas » augmente dans les quartiers populaires¹⁰¹. Le 18 septembre 2017, plusieurs écoles sont attaquées lors de la rentrée des classes, semant une forte panique dans la ville¹⁰².

Depuis le début de l'année 2018, les marches pacifiques de l'Église catholique demandant la tenue des élections et le retrait du pouvoir de Joseph Kabila ont été parcourues par des violences policières, principalement à Kinshasa¹⁰³. Lors de la marche pacifique organisée par l'Église catholique le 25 février 2018, pour la première fois, les membres de la jeunesse du PPRD, les jeunes leaders, ont été déployés dans la cathédrale Notre Dame du Congo¹⁰⁴. Une manœuvre qui n'est pas sans rappeler les campagnes de terreur menées par les Imbonerakure du régime burundais avec qui le gouvernement congolais et le PPRD entretiennent des liens étroits.

Ce climat d'insécurité à Kinshasa sert le pouvoir et beaucoup y voient son empreinte. L'insécurité permet aux autorités de quadriller la ville avec la garde républicaine et la police, de mettre au banc des accusés l'opposition et d'effrayer la population de la plus grande agglomération du pays. Les Kininois sont, en effet, plus préoccupés par leur sécurité et leur survie économique que par l'activisme politique et l'absence d'alternance électorale. Mais cette stratégie de l'insécurité organisée et du désespoir économique pourrait facilement se retourner contre le pouvoir en place.

99. Entretien avec des membres de la communauté internationale, Kinshasa, 27 août 2016.

100. « Braquages et insécurité à Kinshasa : les voitures « Ketch » indexées », *La Tempête des tropiques*, 21 juillet 2016.

101. Lors des élections de 2011, le gouvernement congolais avait déjà fait appel aux « kulunas » pour créer une atmosphère d'insécurité dans Kinshasa. « Des groupes de sportifs et des membres de gangs pour sécuriser les élections au Congo », *Radio France Internationale*, 25 novembre 2011.

102. « Panique à Kinshasa : des parents retirent leurs enfants des écoles », *Radio Okapi*, 18 septembre ; « Des écoles de Kinshasa vides après des rumeurs d'attaques », *France 24*, 19 septembre 2017.

103. « RDC : Au moins 7 morts lors de la marche dispersée à Kinshasa », *Radio France internationale*, 31 décembre 2017, « RDC : répression meurtrière de la marche du Comité laïc de coordination », *Radio France internationale*, 21 janvier 2018, « RDC : deux morts dans la répression des marches organisées par le CLC », *Radio France internationale*, 25 février 2018.

104. Kinshasa : les jeunes leaders du PPRD envahissent la cathédrale Notre-Dame du Congo, *Radio Okapi*, 25 février 2015.

Conclusion

Ce qui frappe dans ce panorama des points chauds de la RDC, au-delà de l'apparition de la violence à l'Ouest, ce sont les points communs entre les provinces de l'Est et de l'Ouest. La crise des Kasai est le miroir de la crise qui secoue la province du Tanganyika. En effet, ces deux crises semblent orchestrées par Kinshasa afin de mettre au pas les fiefs de deux mouvements de l'opposition, l'UDPS (pour les Kasai) et le G7 (pour le Tanganyika). La rébellion de Yakutumba au Sud-Kivu fait écho à la résistance de Ne Muanda Nsemi et du BDK au Kongo central. Aussi bien au Kongo central qu'au Sud-Kivu, ces mouvements opposés au pouvoir sont anciens et ont démontré leur résilience.

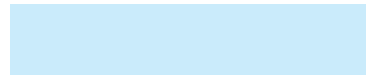
Loin d'être le symbole d'une perte de contrôle, l'instabilité des provinces de l'Ouest est le marqueur d'un pouvoir qui est plus à son aise pour gouverner dans des contextes où il est à la fois le pourvoyeur de violence et le distributeur de sécurité, soufflant ainsi le chaud et le froid sur les nombreuses communautés du pays.

Cette politique du pompier pyromane qui trahit un manque de vision à long terme n'a pas été inventée par le régime actuel mais par le maréchal Mobutu qui a fini par être emporté par sa stratégie. En jouant le même jeu, le pouvoir kabiliste prend le même risque. À Uvira, en septembre 2017, le régime n'a dû son salut qu'à l'intervention des hélicoptères des Nations unies. Au Nord-Kivu, les membres du gouvernement ne cherchent même plus à cacher à leurs communautés qu'il ne faut rien attendre de Kinshasa et qu'ils n'ont aucune influence sur les faucons du président¹⁰⁵. Au Tanganyika, la frustration des promesses jamais réalisées est en train de se transformer en jacqueries tribales que les FARDC peinent à contenir. Alors que les rumeurs d'alliances entre groupes Mayi-Mayi du Sud-Kivu, Maniema et Tanganyika se multiplient, au Nord-Kivu, les signes de rapprochements entre Hutus et Hundes, les deux communautés les mieux armées, se multiplient. À l'ouest, après avoir engrangé quelques succès, le régime a choqué (mais pas surpris) en recourant à la violence contre l'Église catholique qui fait maintenant figure de principale force de contestation politique. Tant au Kasai qu'au Kongo Central, les FARDC sont

105. Entretien avec des membres des communautés du Nord-Kivu, Kinshasa, Rutshuru, Masisi, Goma, 25, 26, 27 et 28 décembre 2017.

ouvertement perçues comme des forces d'occupation dont la présence renforce le ressentiment populaire et galvanise les soutiens du BDK et de Kamwina Nsapu¹⁰⁶.

106. Entretien avec des membres des communautés du Kongo Central et du Kasai, Kinshasa, 29 décembre 2017.



ifri

institut français
des relations
internationales